

Évolution des attitudes anti-immigration en France (2013-2024)



Kevin Arceneaux

Directeur du CEVIPOF

Professeur de sciences politiques

kevin.arceneaux@sciencespo.fr

This research note analyzes the evolution of anti-immigration attitudes in France since 2013. A majority of the French population has relatively negative attitudes toward immigrants. Despite a brief improvement in attitudes toward them around 2019, the French population remains as opposed to immigration in 2024 as it was in 2013.

L'immigration est un sujet controversé en France et au-delà. À droite, on craint que les immigrés ne prennent les emplois des Français nés en France, ne pèsent lourdement sur le système d'aide sociale et ne contribuent à des changements indésirables dans les normes culturelles. On déplore avec inquiétude la permissivité de la gauche qui a permis l'augmentation de l'immigration. À gauche, on salue la contribution des immigrés à la société française, à laquelle ils apportent vitalité et diversité culturelle.

À partir d'un indicateur synthétique que nous avons construit, nous avons pu mesurer l'évolution des attitudes anti-immigration dans chacune des 12 vagues de l'enquête Fractures françaises conduite depuis 2013, sur la base de quatre questions où il s'agissait pour les enquêtés de se ranger selon une opinion conforme à une position anti-immigration ou selon une opinion conforme à une position pro-immigration¹ :

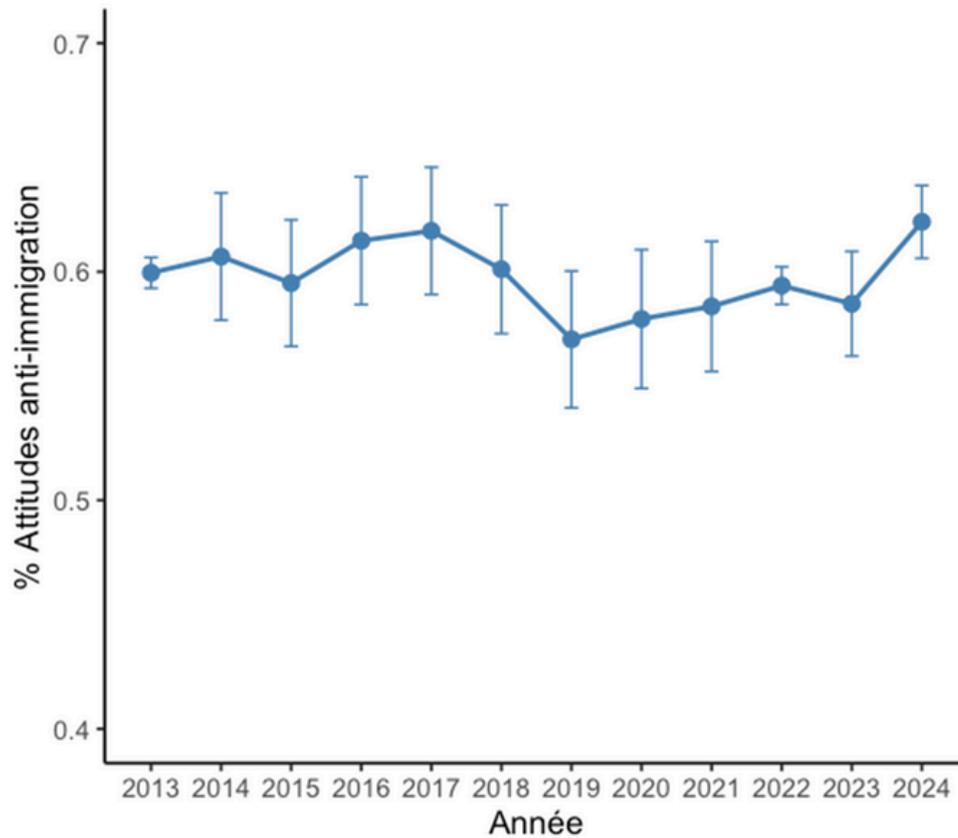
- Il y a trop d'étrangers en France **[Anti]** / Il n'y a pas trop d'étrangers en France **[Pro]**
- On ne se sent plus chez soi comme avant **[Anti]** / On se sent autant chez soi aujourd'hui qu'avant **[Pro]**
- Les immigrés font des efforts pour s'intégrer en France **[Pro]** / Les immigrés ne font pas d'effort pour s'intégrer **[Anti]**
- Pour réduire le nombre de chômeurs en France, il faut réduire le nombre d'immigrés **[Anti]** / Réduire le nombre d'immigrés n'aurait aucune conséquence sur le nombre de chômeurs en France **[Pro]**

Sur la base de cet indicateur, le graphique 1 montre l'évolution des attitudes anti-immigration dans l'échantillon complet de 2013 à 2024. Les points représentent la moyenne de l'attitude anti-immigration pour chaque vague. Cette moyenne peut être interprétée comme la proportion de répondants dans chaque échantillon ayant exprimé des attitudes anti-immigration².

[1] Ces réponses ont été codées de la façon suivante : celles exprimant une position anti-immigration ont été codées 1 et celles exprimant une position pro-immigration ont été codées 0. Les réponses aux quatre questions ont été moyennées, produisant un indicateur des attitudes anti-immigration qui pouvait théoriquement aller de 0 (une réponse pro-immigration aux quatre questions) à 1 (une réponse anti-immigration aux quatre questions).

[2] Le graphique indique également l'intervalle de confiance à 95% pour chaque proportion.

Graphique 1 - Évolution des attitudes anti-immigration en France, 2013-2024



Source : Kevin Arceneaux, CEVIPOF, Fractures françaises, 2025

Depuis 2013, une majorité de la population française exprime des attitudes anti-immigration. Il est toutefois intéressant de noter une baisse marquée, d'environ 5 points de pourcentage, entre 2018 et 2019. Cette baisse se situe en dehors de l'intervalle de confiance à 95%, ce qui indique que ce changement d'opinion publique est statistiquement significatif. Depuis 2019, le niveau des attitudes anti-immigration atteint celui qui était mesuré en 2013. Bien que l'on ne puisse que spéculer sur les raisons de ces changements dans les données chronologiques, il est possible que l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, avec ses promesses de renouveau politique, ait pu susciter un espoir, y compris parmi les personnes pour lesquelles l'enjeu migratoire était jugé crucial. Cependant, cette amélioration s'est avérée de courte durée, car les préoccupations liées à l'immigration sont revenues au premier plan de l'agenda politique lors de l'élection présidentielle de 2022 et y sont restées depuis.

L'immigration est un sujet qui divise les Français et qui polarise fortement le débat politique. L'un des objectifs de l'enquête Fractures françaises est de mieux comprendre et d'analyser ces divisions. Le niveau d'éducation est depuis longtemps un clivage majeur dans la politique française, comme dans la plupart des pays occidentaux. L'accès à l'enseignement supérieur et la décision de le poursuivre englobent de nombreux indicateurs de distinction sociale, tels que le niveau de revenus et de patrimoine au sein des familles, la socialisation, l'urbanisation, la religiosité, etc. Les recherches d'Amory Gethin, Clara Martínez-Toledano et Thomas Piketty³ montrent qu'il y a eu un changement notable des comportements de vote depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, principalement lié au clivage éducatif. Jusqu'au milieu des années 1990, le clivage éducatif reflétait les tendances de vote observées par Lipset et Rokkan⁴ comme « figées » depuis les années 1920 : les électeurs diplômés de l'enseignement supérieur préféraient les partis bourgeois de droite et les électeurs non diplômés préféraient les partis sociaux-démocrates de gauche.

Ce schéma s'est progressivement affaibli à partir de 1970, et depuis 2010, les logiques du comportement électoral se sont inversées, les électeurs diplômés de l'enseignement supérieur préférant les partis de gauche et les électeurs non-diplômés optant pour les partis de droite. De plus, cette inversion des comportements électoraux liés au clivage éducatif a coïncidé avec l'émergence de nouveaux partis politiques en dehors du cadre établi de la bourgeoisie de centre-droit et des sociaux-démocrates de centre-gauche. Ainsi parmi les électeurs non-diplômés de l'enseignement supérieur, le choix pour les partis d'extrême-droite et anti-immigration s'est-il renforcé, tandis que parmi les électeurs diplômés de l'enseignement supérieur les nouveaux partis de gauche valorisant l'immigration ont gagné davantage de crédit.

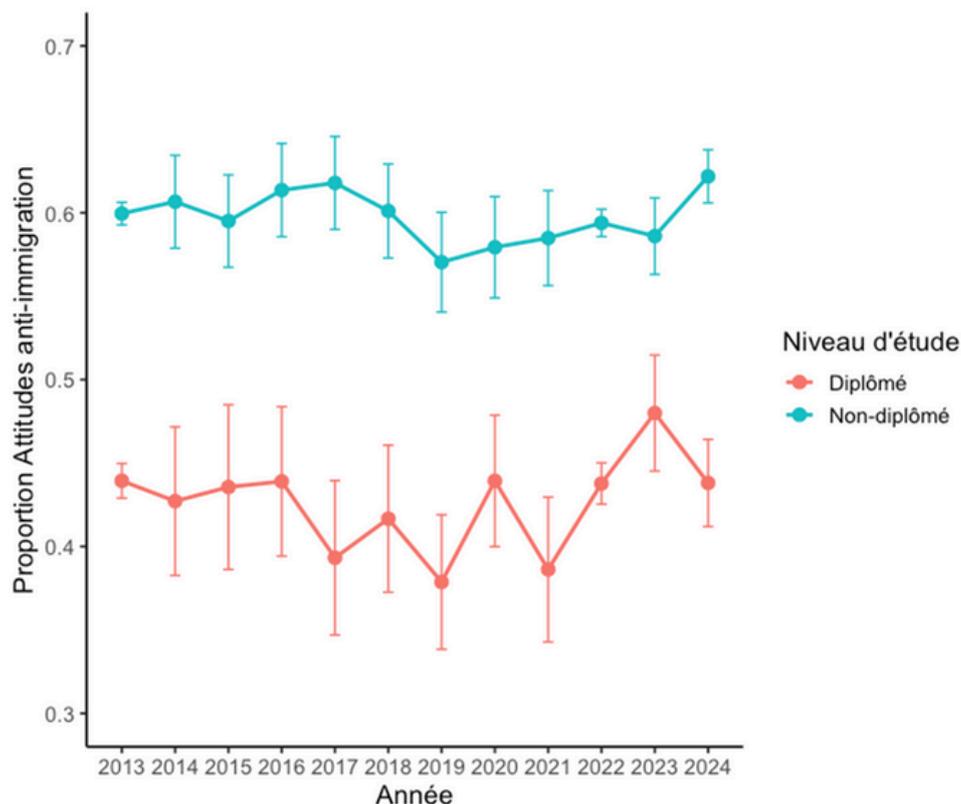
C'est dans ce contexte que les partis traditionnels français, le Parti socialiste et Les Républicains, ont perdu du terrain, principalement au profit du Rassemblement national (RN, anciennement Front national) à l'extrême droite et de La France insoumise (LFI) à l'extrême gauche. Une nette polarisation s'est peu à peu affirmée, le RN et LFI ayant désormais des positions diamétralement opposées sur la question de l'immigration.

[3] Gethin, A., Martínez-Toledano, C. and Piketty, T., 2022. Brahmin left versus merchant right: Changing political cleavages in 21 western democracies, 1948–2020. *The Quarterly Journal of Economics*, 137(1), pp.1-48.

[4] Lipset, S.M. and Rokkan, S., 1967. "Cleavage structures, party systems, and voter alignments: an introduction", in S.M. Lipset and S. Rokkan (eds.), *Party Systems and Voter Alignments: Cross-National Perspectives*, Toronto: The Free Press, pp. 1-64.

Le graphique 2 montre que le clivage éducatif explique une différence majeure dans les attitudes anti-immigration en France en fonction du niveau d'études. Une nette majorité (environ 60%) des personnes sans diplôme universitaire expriment des attitudes anti-immigration, tandis que seule une minorité (environ 40%), mais conséquente, des personnes diplômées de l'enseignement supérieur exprime des attitudes anti-immigration (soit -20 points). Si cette différence témoigne de l'importance du clivage culturel et social qui traverse la société française au sujet de l'immigration, il convient également de noter qu'une minorité non négligeable de diplômés de l'enseignement supérieur exprime aussi des opinions anti-immigration. Les attitudes anti-immigration parmi les répondants diplômés de l'enseignement supérieur semblent fluctuer d'une année à l'autre, mais les intervalles de confiance relativement importants suggèrent que ces différences peuvent être liées à des effets de composition des échantillons d'une vague à l'autre et de leur petite taille (seulement environ un tiers de la population française est diplômée de l'enseignement supérieur). L'échantillon plus large de répondants non diplômés de l'enseignement supérieur permet d'observer plus clairement la tendance que nous avons constatée dans le graphique 1 : une baisse des attitudes anti-immigration entre 2013 et 2019, puis une remontée régulière jusqu'aux niveaux qui avaient été atteints en 2013.

Graphique 2 - Évolution des attitudes anti-immigration en France selon le niveau d'éducation, 2013-2024



Source : Kevin Arceneaux, CEVIPOF, Fractures françaises, 2025

Conclusion



“ Cette question fait l'objet d'une **forte polarisation**, clairement indiquée par les **fractures sociales et culturelles** visibles au sein de la population et induites, notamment, par le **niveau d'éducation**. ”

On retiendra de cette analyse sur plus d'une dizaine d'années qu'une majorité de la population française a, à des degrés divers, des attitudes anti-immigration. Cependant, cette question fait l'objet d'une forte polarisation, clairement indiquée par les fractures sociales et culturelles visibles au sein de la population et induites, notamment, par le niveau d'éducation. Ces résultats permettent de comprendre pourquoi la politique en matière d'immigration est un enjeu particulièrement clivant. Une proportion importante de la population française ne croit pas que les immigrants puissent apporter des ressources et des avantages positifs pour la société française, tandis qu'une proportion plus faible, mais néanmoins significative, défend le contraire.

Les enquêtes du dispositif Fractures françaises sont menées par le Cevipof en partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès, l'Institut Montaigne et Le Monde, le terrain ayant été effectué par Ipsos sur la base d'échantillons représentatifs construits sur la base de quotas.

Pour le détail de la composition de l'échantillon de chaque vague voir les informations figurant sur le site du Cevipof à la page de l'enquête Fractures françaises :
<https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/etudes-enquetes/enquete-fractures-francaises/>

Direction de publication : Anne Muxel

Édition : Florent Parmentier

Révision éditoriale et mise en forme : Marilyn Augé

Infographie : Flora Chanvril

Communication et contact presse : Katia Jouffre Lafargue

Pour citer la note :

ARCENEUX (Kevin), « Évolution des attitudes anti-immigration en France (2013-2024) », *Note de recherche du CEVIPOF*, n°4, octobre 2025, 5 p.

© CEVIPOF, 2025 Kevin Arceneaux